

المملكة المغربية



المندوبية السامية للتخطيط

ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵏⵓⵔⵉⵜ

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

NOTE D'INFORMATION

SITUATION ÉCONOMIQUE NATIONALE

au premier trimestre 2026

Les résultats des comptes nationaux du premier trimestre 2026 montrent que l'économie nationale a maintenu un rythme de croissance soutenu de 4,6%, après 5% au premier trimestre 2025. Cette évolution traduit un léger ralentissement de l'activité, principalement imputable au recul des activités secondaires, largement compensé par la forte progression de la valeur ajoutée agricole.

Croissance économique soutenue, malgré le ralentissement

La valeur ajoutée du secteur secondaire en volume, corrigée des variations saisonnières (cvs) a affiché une baisse de 1% au lieu d'une hausse de 2,9% au premier trimestre de l'année précédente, en raison de la baisse des valeurs ajoutées des activités :

- de l'électricité et eau de 3,4% au lieu d'une hausse de 0,1%;
 - des activités de l'industrie d'extraction de 3,2% au lieu d'une hausse de 9,3% ;
 - des industries de transformation de 1,3% au lieu d'une hausse de 1%;
- et du ralentissement des activités de construction à 1,5% au lieu de 7,1%.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire, de son côté, a enregistré un ralentissement de son taux d'accroissement qui a passé de 4,5% le même trimestre de l'année précédente à 4,3% au cours de ce trimestre. Elle a été marquée par l'amélioration des activités :

- des services financiers et assurances, avec 7,6% au lieu de 5,8% ;
- du transport et entreposage, avec 4,8% au lieu de 4,1% ;
- de l'information et la communication, avec 2% contre une baisse de 1,7%;

et du ralentissement des activités :

- de l'hébergement et la restauration, à 8,1% au lieu de 8,7%;
- des services de l'éducation, de la santé et des activités de l'action sociale, à 6,3% au lieu de 6,8%;
- du commerce et réparation de véhicules, à 4,1% au lieu de 4,7% ;
- des services immobiliers, à 2,2% au lieu de 3%;
- de la recherche et du développement et des services rendus aux entreprises, à 2% au lieu de 4%.

De ce fait, le secteur non agricole a connu un ralentissement de sa croissance qui a passé de 4% à la même période de l'année précédente à 2,6% durant le premier trimestre 2026.

Cette performance reflète des évolutions sectorielles contrastées. Les activités non agricoles ont vu leur rythme de croissance ralentir, passant de 4% à 2,6%, tandis que la valeur ajoutée agricole a fortement progressé (+18,4% contre +8,1% un an auparavant), soutenant ainsi la croissance globale.

La croissance est demeurée principalement soutenue par le dynamisme de la demande intérieure, dans un contexte marqué par une inflation contenue (1,1 %) et un besoin de financement de l'économie limité à 1,5% du PIB.

Par ailleurs, La valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une forte hausse de 17,3% au premier trimestre 2026 au lieu de 7,7% durant le même trimestre de l'année 2025. Cette évolution s'explique par la hausse de l'activité agricole de 18,4% au lieu de 8,1% une année auparavant et par la baisse de celle de la pêche de 1,9% au lieu d'une baisse de 1%.

Dans ce contexte, et compte tenu de l'accroissement des impôts sur les produits nets des subventions de 5,7% au lieu de 9,7%, le **Produit Intérieur Brut** en volume, corrigé des variations saisonnières, a affiché un accroissement de 4,6% au lieu de 5% le premier trimestre de l'année précédente.

Ralentissement du niveau général des prix

Aux prix courants, le PIB a connu, au premier trimestre 2026, une hausse de 5,7%, au lieu de 6,6% une année auparavant, dégageant ainsi un ralentissement du niveau général des prix à 1,1% au lieu de 1,6% le même trimestre de l'année précédente.

Hausse de la demande intérieure

La demande intérieure a progressé de 6,5% au premier trimestre 2026 au lieu de 6,4% la même période de l'année 2025, contribuant ainsi pour 6,9 points à la croissance économique nationale au lieu de 5,3 points.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont affiché une hausse de 4,6 % au lieu de 1,1% le même trimestre de l'année précédente, contribuant pour 2,6 points à la croissance contre 0,7 point.

La consommation finale des administrations publiques, de son côté, a enregistré une hausse de son taux d'accroissement passant de 3,5% au premier trimestre 2025 à 4,9%, contribuant pour 0,9 point à la croissance au lieu de 0,6 point.

Par ailleurs, l'investissement brut (formation brute de capital fixe ; variation des stocks et acquisition nette d'objets de valeur) a marqué un ralentissement de son taux d'accroissement passant de 19,6% la même période de l'année précédente à 10,8%, contribuant à la croissance de 3,4 points au lieu de 4 points.

Contribution négative des échanges extérieurs

Au niveau des échanges extérieurs, les importations de biens et services en volume ont affiché une hausse de 12,7% au lieu de 7,3% la même période de l'année 2025, avec une contribution négative à la croissance de 6,1 points au lieu d'une contribution négative de 3,5 points. Les exportations, de leurs côtés ont marqué une hausse de leur taux d'accroissement passant de 7,9% le premier trimestre 2025 à 9,2 %, avec une contribution à la croissance de 3,8 points au lieu de 3,2 points le même trimestre de l'année dernière.

Dans ce cadre, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé, au premier trimestre 2026, une contribution négative à la croissance de 2,3 points au lieu d'une contribution négative de 0,3 point une année passée.

Financement de l'économie nationale

Avec la hausse de 5,7% du PIB à prix courants au lieu de 6,6% au même trimestre de l'année passée et la hausse de 23,8% des revenus nets reçus du reste du monde au lieu d'une baisse de 4,4%, le revenu national brut disponible a enregistré une croissance, au premier trimestre 2026 de 6,8% au lieu de 5,9%.

Compte tenu de l'accroissement de 4,6% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 4,3% enregistré une année auparavant, l'épargne nationale s'est située à 31,4% du PIB au lieu de 29,5%.

L'investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d'objets de valeurs) a représenté 32,9% du PIB au lieu de 30,7% durant le même trimestre de l'année précédente. Ce qui dégage un besoin de financement de 1,5% du PIB au lieu de 1,2% enregistré à la même période de l'année précédente.

Tableau 1 - Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaînées base 2014

	(en millions DH)		
	1 ^{er} Trimestre 2025	1 ^{er} Trimestre 2026	Glissement Annuel en %
Secteur agricole	28 209	33 406	18,4
Secteur non agricole	266 561	273 455	2,6
pêche	1 328	1 302	-1,9
Industrie d'extraction	6 321	6 119	-3,2
Industries de transformation	46 072	45 476	-1,3
Distribution d'électricité et de gaz - Distribution d'eau, réseau d'assainissement, traitement des déchets	7 862	7 595	-3,4
Construction	17 085	17 342	1,5
Commerce de gros et détail; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	33 121	34 479	4,1
transports et entreposage	9 348	9 797	4,8
Activités d'hébergement et de restauration	12 878	13 921	8,1
Information et communication	9 919	10 118	2,0
Activités financières et assurances	18 385	19 782	7,6
Activités immobilières	22 096	22 582	2,2
Recherches et développement et services rendus aux entreprises	16 698	17 032	2,0
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	35 583	36 757	3,3
Education, santé humaine et activités d'action sociale	27 194	28 907	6,3
Autres services	3 973	4 020	1,2
Impôts sur les produits nets des subventions	37 728	39 873	5,7
Produit intérieur brut en volume	332 157	347 396	4,6
PIB hors agriculture	304 291	313 407	3,0
Produit intérieur brut en valeur	413 049	436 788	5,7

Tableau 2 - Principaux emplois du PIB en volume (aux prix de l'année précédente chaînés base 2014)

	(en millions DH)		
	1 ^{er} Trimestre 2025	1 ^{er} Trimestre 2026	Glissement Annuel en %
Dépenses de consommation finale			
- des ménages	186 286	194 856	4,6
- des Administrations publiques	71 448	74 949	4,9
- des ISBL	2 948	3 030	2,8
Formation brute de capital	114 990	127 364	10,8
Exportations de biens et services	134 911	147 287	9,2
Importations de biens et services	179 116	201 822	12,7

Tableau 3 - Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

	(en millions DH)		
	1 ^{er} Trimestre 2025	1 ^{er} Trimestre 2026	Glissement Annuel en %
Revenu national brut disponible	438 547	468 351	6,8
Épargne nationale brute	121 728	136 958	12,5
Formation brute de capital	126 745	143 516	13,2

